

Spécialité SES (Jour 2)

Durée : 4 heures

L'usage des calculatrices n'est pas autorisé

Ce fascicule comporte 6 pages

Le candidat traitera au choix soit la dissertation, soit l'épreuve composée.

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

Dans quelle mesure les instruments des pouvoirs publics pour faire face aux externalités négatives sur l'environnement sont-ils efficaces ?

DOCUMENT 1

Historique des prix des quotas d'émission de CO₂ (en euros par tonne de CO₂)



Note : les prix au comptant correspondent au prix d'un contrat d'échange de quotas pour une livraison immédiate.

Source : Institut de l'Économie pour le Climat (I4CE), d'après ICE Futures Europe, 2018.

DOCUMENT 2

Pour inciter les décideurs économiques à investir davantage dans les énergies propres ou des technologies sobres en carbone et moins dans les technologies favorisant les émissions de GES (gaz à effet de serre), certains États ont décidé de donner une valeur économique à l'émission d'une tonne de CO₂. Plusieurs instruments économiques figurent dans la boîte à outil des politiques publiques climatiques pour faire émerger un prix du carbone. Certains d'entre eux sont fondés sur les prix (taxes), d'autres sur des volumes de réduction d'émissions (systèmes de quotas [...]).

Plus de 40 pays, et 20 provinces ou villes, disposent ou ont prévu d'instaurer une tarification du carbone. Parmi eux figurent de grands émetteurs tels que la Chine, la Corée du Sud, l'Europe, l'Afrique du Sud, le Japon et le Mexique.

En 2016, 13 % des émissions mondiales sont ainsi couvertes par un mécanisme de prix explicite. Ces politiques de tarification du carbone incluent actuellement 15 systèmes [...] d'échange de quotas d'émission et 16 taxes carbone.

Source : Commissariat général au développement durable, Chiffres clés du climat - France et Monde, novembre 2016

DOCUMENT 3

Engagements des pays en vertu du protocole de Kyoto et leur position en 2007 par rapport à leur objectif Kyoto

Pays	Objectif d'émissions Kyoto [2008-2012] / année de référence (1990)	Évolution des émissions depuis l'année de référence (1990) jusqu'en 2007 (%)	Écart entre les émissions 2007 et l'objectif Kyoto (2007)
EU 15	-8.0%	-4,3%	3,7
Russie	0,0%	-33,9%	-33,9
Japon	-6,0%	8,2%	14,2
Australie	8.0%	28.8%	20,8
Canada	-6.0%	26.2%	32,2
Pologne	6,0%	-11,6%	-5,6
Roumanie	-8,0%	-37,3%	-29,3
Norvège	1,0%	10,8%	9,8
Suisse	-8.0%	-2,7%	5,3
Lituanie	-8,0%	-49,6%	-41,6
Estonie	-1,8%	-47,5%	-39,5
Croatie	-5.0%	-5,2%	-0,2
Lettonie	-8,0%	-54,7%	-46,7
Slovénie	-8,0%	11,6%	19,6
Islande	10,0%	31,3%	21,8
États-Unis*	-7,0%	16,8%	23,8

Le calcul est réalisé sur la base des émissions 2006, les données 2007 n'étant pas disponibles.

* Les États-Unis n'ont pas ratifié le protocole de Kyoto et ne sont dès lors pas légalement contraints à respecter leur objectif.

Source : D'après CCNUCC, Mission Climat de la Caisse des Dépôts, juillet 2009.

Note : Les objectifs de Kyoto sont des engagements pris par différents pays, signataires du protocole de Kyoto, en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de façon à réduire le réchauffement climatique.

DOCUMENT 4

Les dernières décennies ont été marquées par une certaine convergence économique entre pays, notamment portée par le développement rapide de l'Inde et de la Chine, bien que les taux de croissance du PIB demeurent bas dans certains pays africains. En revanche, les inégalités de revenu à l'intérieur des pays ont eu tendance pendant la même période à augmenter [...]. En considérant à la fois les inégalités entre pays et à l'intérieur des pays, la croissance des revenus depuis 1990 a été très inégalement distribuée entre les différents déciles de revenus à l'échelle mondiale [...]. Aux deux extrémités de la distribution, les plus pauvres n'ont que peu bénéficié de cette croissance, tandis que les 1 % les plus riches ont connu une forte croissance de leurs revenus. [...]

Dans le même temps, les émissions mondiales de gaz à effet de serre n'ont fait que croître, et on observe déjà un réchauffement moyen global de 1,1°C par rapport à l'ère préindustrielle, ce qui a des conséquences importantes sur les inégalités de revenu. [...] Ce sont en général les moins riches qui sont les plus vulnérables aux impacts du changement climatique. Les différents effets du changement climatique (vagues de chaleur, sécheresses, montée du niveau de la mer, ...) touchent de manière disproportionnée les moins riches. [...] Par ailleurs, les inégalités économiques se reflètent dans les différences de contribution aux émissions de gaz à effet de serre à l'échelle globale. Les pays développés et les individus les plus riches, de par leur niveau de consommation, contribuent de manière disproportionnée à l'augmentation de la température. Il y a là une double peine : ce sont ceux qui risquent de subir le plus les conséquences du changement climatique qui contribuent le moins au problème et réciproquement, les pays les plus responsables qui sont aussi les moins vulnérables.

Enfin, la conception et la mise en œuvre des politiques climatiques pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et pour s'adapter à un climat qui change reposent la question des inégalités entre pays et au sein des pays. Entre pays, elles soulèvent des enjeux d'équité de la répartition des actions d'atténuation, d'adaptation et de leur financement.

Source : Les inégalités mondiales et changement climatique, C. Guivarch et N. Taconet, OFCE 2020

ÉPREUVE COMPOSÉE

Cette épreuve comprend deux parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre aux trois questions proposées en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.

Partie 2 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;
- en exploitant les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances (4 points)

Donnez deux exemples de facteurs qui structurent et hiérarchisent l'espace social.

Deuxième partie : Étude d'un document

Destinées sociales des hommes selon l'origine sociale de leur père en 2015(en %)

CSP des fils CSP des pères	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés et ouvriers qualifiés	Employés et ouvriers non qualifiés	Ensemble
Agriculteurs exploitants	26,7	7,9	8,5	20,4	27,4	9,1	100
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	0,9	20,6	23,1	23,8	23,6	7,9	100
Cadres et professions intellectuelles supérieures	0,2	7,9	49	25,4	13,7	3,8	100
Professions intermédiaires	0,6	7,8	26,5	31,1	26,2	7,7	100
Employés et ouvriers qualifiés	0,6	7,2	12,7	26,8	42,6	10,1	100
Employés et ouvriers non qualifiés	0,6	6,5	8,3	18,7	43,9	22,1	100
Ensemble	2,8	9,1	20,4	25,3	32,4	10,1	100

Champ : France métropolitaine, hommes français actifs occupés ou anciens actifs occupés, âgés de 35 à 59 ans au 31 décembre de l'année d'enquête.

Source : INSEE, enquêtes Formation et qualification professionnelle 2014-2015.

Questions :

1. À l'aide des données du document, vous comparerez la destinée des fils de cadres et des fils d'employés et d'ouvriers non qualifiés. (2 points)
2. À l'aide du document et de vos connaissances, vous illustrerez et expliquerez une situation de mobilité ascendante et une situation de reproduction sociale. (4 points)

Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez qu'il existe des limites écologiques à la croissance économique soutenable.

DOCUMENT 1

Évolution du PIB mondial, du PIB mondial par habitant et des émissions mondiales de CO₂¹, de 1960 à 2018

Année	PIB mondial (en milliards de dollars constants de 2010)	PIB mondial par habitant (en dollars constants de 2010)	Émissions mondiales de CO ₂ ¹ (en milliards de tonnes de CO ₂)
1960	11 320	3 733	9,46
1970	19 080	5 182	15,27
1980	27 843	6 281	20,40
1990	37 908	7 179	20,61
2000	50 000	8 177	23,31
2010	66 163	9 558	31,03
2018	83 027	10 935	34,04

Source : Banque Mondiale, 2020.

1 : Gaz carbonique dont la concentration accélère le réchauffement climatique.

DOCUMENT 2

Les années 1970, avec les deux chocs pétroliers et la preuve d'une raréfaction d'un nombre croissant de ressources, vont remettre les préoccupations environnementales au goût du jour. [...] Regroupés au sein du Club de Rome, des chercheurs ont publié en 1972 le livre *The Limits to Growth*¹ [...]. Ils y affirment que si les tendances actuelles (économiques et environnementales) se perpétuent, beaucoup de ressources naturelles seront épuisées à moyen terme, ce qui limitera, voire empêchera, toute croissance future. En d'autres termes, une croissance exponentielle² conduit le système à un effondrement à terme puisqu'un nombre de plus en plus important d'individus interagissent économiquement et environnementalement (en exploitant les ressources dont certaines sont épuisables, et d'autres, renouvelables, mais utilisées au-delà de leur capacité de régénération) dans un monde qui, lui, est fini. [...]

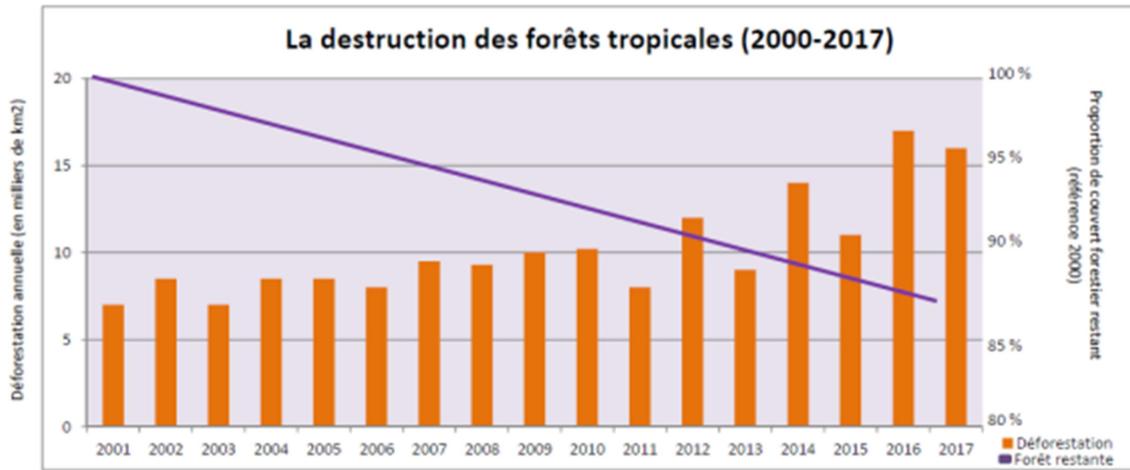
Dans cette optique, l'environnement, ou le capital naturel, est donc le facteur limitant le développement économique et dont le bien-être humain dépend.

Source : Bertrand HAMAIDE, Sylvie FAUCHEUX, Martin NEVE, Martin O'CONNOR,
« Croissance et environnement : la pensée et les faits », *Reflets et perspectives de la vie économique*, 2012.

1 : La traduction française du titre est « Halte à la croissance ? ».

2 : Rapide et continue.

DOCUMENT 3



Source : Bruce Albert, Fabrice Dubertet, François-Michel Le Tourneau, Un monde de forêts dossier contenu dans le catalogue de l'exposition Nous les arbres, Fondation Cartier pour l'art contemporain (2019).